



Le Président George W. Bush ira-t-il jusqu'à la guerre pour empêcher l'Iran d'avoir la bombe ?

Par [Seymour M. Hersh](#)

Mondialisation.ca, 13 avril 2006

The Newyorker, Cuba Solidarity Project
(traduction en français) 13 avril 2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#), [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

L'administration Bush, tout en soutenant la voie diplomatique pour empêcher l'Iran de posséder l'arme nucléaire, a renforcé les opérations clandestines à l'intérieur de l'Iran et [a intensifié les préparatifs](#) pour une éventuelle attaque massive aérienne. Des fonctionnaires des services de renseignement de l'armée, en poste ou à la retraite, ont dit que les groupes de planification de l'armée de l'air sont en train de dresser des listes de cibles et que des équipes de troupes de combat américains ont été clandestinement infiltrés en Iran afin de collecter des données sur les cibles et d'établir des contacts avec les groupes ethniques minoritaires anti-gouvernementaux. Ces fonctionnaires disent que le président Bush est déterminé à empêcher le régime Iranien de lancer un programme d'enrichissement de l'uranium prévu dans les mois qui viennent.

Les services de renseignement américains et européens, ainsi que l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) sont d'accord pour dire que l'Iran est décidé à se doter des capacités de fabriquer des armes nucléaires. Mais les opinions diffèrent largement sur la durée que prendrait un tel programme et sur la meilleure manière de l'empêcher, par des sanctions diplomatiques ou une action militaire. L'Iran persiste à dire que les recherches n'ont pas d'objectif militaire, qu'il respectera le Traité de Non-Prolifération Nucléaire, et qu'il ne sera ni arrêté ni retardé.

Il y a de plus en plus de personnes au sein de l'armée américaine, et de la communauté internationale, qui pensent que l'objectif réel de Bush dans cette confrontation nucléaire est celui de provoquer un changement de régime. Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a questionné la réalité de l'Holocauste et a déclaré qu'Israël devait être « rayé de la carte ». Selon un ancien haut fonctionnaire des services de renseignement, Bush et d'autres à la Maison Blanche le considèrent comme un Hitler potentiel. « c'est le nom qu'ils emploient. Ils disent : est-ce que l'Iran possédera l'arme stratégique et menacera de déclencher une nouvelle guerre mondiale ? »

Un conseiller auprès du gouvernement, qui a d'étroites relations avec la direction civile du Pentagone, a dit que Bush était « totalement convaincu que l'Iran aura la bombe » si personne ne les arrête. Il a dit que le Président croit qu'il devra faire « ce qu'aucun Démocrate ou Républicain, s'il était élu, n'aura le courage de faire plus tard, » et « qu'il laissera en héritage le sauvetage de l'Iran ».

Un ancien fonctionnaire du ministère de la Défense, qui gère encore certains dossiers délicats pour l'administration Bush, m'a dit que les plans militaires étaient basés sur la

conviction « qu'une campagne soutenue de bombardements humilierait la direction religieuse et provoquerait un soulèvement et le renversement du gouvernement. » Il ajouta, « j'ai été choqué d'entendre ces propos et je me suis demandé ce que qu'ils avaient fumé ».

Les justifications en faveur d'un changement de régime furent énoncées au début du mois de mars par Patrick Clawson, un expert sur l'Iran et directeur adjoint de la recherche du Washington Institute for Near East Policy, et qui est un partisan de Bush. « Tant que l'Iran sera une république islamique, il aura un programme d'armes nucléaires, au moins clandestin », déclara Clawson devant la Commission des Affaires Etrangères du Sénat US, le 2 mars. « La question essentielle est donc la suivant : combien de temps durera l'actuel régime iranien ? »

Lorsque j'ai parlé avec Clawson, il a souligné que « cette administration déploie beaucoup d'efforts dans la voie diplomatique. » Cependant, ajouta-t-il, l'Iran n'a pas d'autre choix que de céder aux exigences américaines ou de subir une attaque militaire. Clawson a dit qu'il craignait qu'Ahmadinejad « ne perçoive l'Occident comme une bande de faibles qui finiront par céder. Nous devons être prêts à affronter l'Iran si la crise s'accroît. » Clawson a dit qu'il préférerait le recours au sabotage et autres actions clandestines, telles que « l'accident industriel ». Mais, a-t-il dit, il serait prudent d'être préparé à une guerre à plus grande échelle, « étant donné le comportement des Iraniens. Ce n'est pas comme si on planifiait l'invasion du Québec. »

Un planificateur militaire m'a dit que les critiques de la Maison Blanche à l'égard de l'Iran et le rythme soutenu de planification des activités clandestines constituaient une campagne de « pression » sur l'Iran. « Il faut être prêt à y aller, et nous verrons comment ils réagiront, » a dit l'officier. « Il faut être réellement menaçant pour faire reculer Ahmadinejad. » Il ajouta : « les gens pensent que Bush est obsédé par Saddam Hussein depuis le 11 septembre, » mais « à mon avis, s'il fallait nommer un pays qui a toujours été sa préoccupation depuis le début, c'est l'Iran. » (Lorsque j'ai demandé un commentaire, la Maison Blanche a répondu qu'elle ne ferait pas de commentaire sur les plans militaires mais ajouta « Comme l'a indiqué le Président, nous recherchons une solution diplomatique. » ; le Département de la Défense a déclaré aussi que le dossier Iranien était traité par des « voies diplomatiques » et refusa de fournir plus de précisions ; la CIA a dit que ce compte-rendu contenait des « inexactitudes » mais a refusé de préciser lesquelles.)

« Il s'agit de bien plus que d'une question de nucléaire, » m'a déclaré un diplomate de haut rang à Vienne. « ça, c'est juste un point de ralliement et il n'est pas trop tard pour le résoudre. Mais l'administration Bush croit qu'elle ne peut pas le résoudre avant de contrôler les coeurs et les esprits en Iran. Le véritable enjeu est qui contrôlera le Moyen-Orient et son pétrole dans les dix prochaines années. »

Un conseiller de haut rang auprès du Pentagone sur la guerre contre le terrorisme a exprimé une opinion similaire. « Cette administration pense que la seule manière de résoudre ce problème est de changer les structures du pouvoir en Iran, ce qui signifie la guerre, » a-t-il dit. Le danger, a-t-il dit, est que « cela renforce en Iran l'idée que la seule manière de défendre le pays est de posséder l'arme nucléaire. » Un conflit militaire qui déstabiliserait la région pourrait aussi accroître le risque terroriste. « si le Hezbollah entre en scène, a dit le conseiller, en référence au groupe terroriste considéré comme le plus efficace au monde, et qui est devenu un parti politique libanais très proche de l'Iran, « Al Qaeda arrivera dans son sillage. »

Au cours des dernières semaines, le Président a discrètement entamé des conversations sur les plans pour l'Iran avec certains sénateurs et députés influents, dont au moins un Démocrate. Un membre important du « House Appropriations Committee », qui n'a pas participé aux réunions mais en a discuté avec ses collègues, m'a dit qu'il n'y a pas eu de « comptes-rendus formels, » parce que « ils sont réticents à informer la minorité. Ils interviennent au Sénat, mais d'une manière sélective. »

Cette personne m'a dit que personne dans ces réunions « ne s'oppose réellement » à l'idée d'une guerre. « Les personnes qu'ils consultent sont les mêmes que celles qui ont mené l'attaque contre l'Irak. Au pire, quelques questions sont soulevées : comment allez-vous frapper simultanément tous les sites ? comment allez-vous frapper en profondeur ? (L'Iran est en train de construire des sites souterrains.) Il n'y a aucune pression de la part du Congrès » pour éviter une action militaire, ajouta-t-il. « La seule pression politique vient des types qui veulent en découdre. » Parlant du Président Bush, cette personne m'a déclaré que « le plus préoccupant dans tout ça, c'est que ce type est habité par une vision messianique. »

Certaines opérations, apparemment destinées à intimider l'Iran, sont déjà en cours. Cette personne m'a déclaré que des avions tactiques de la Marine, opérant à partir de navires mouillés dans la mer Arabique, effectuent depuis l'été dernier des manoeuvres de simulation de bombardement nucléaire – des manoeuvres d'ascension rapide connues comme des bombardements « par-dessus l'épaule » – à portée du rayon d'action des radars côtiers iraniens.

Le mois dernier, dans un document fourni lors d'une conférence sur la sécurité au Moyen Orient qui s'est tenue à Berlin, le Colonel Sam Gardiner, un analyste militaire qui a été formateur à l'Ecole Militaire Nationale avant de prendre sa retraite en 1987 de l'Armée de l'Air, a fourni une évaluation des moyens nécessaires pour détruire le programme nucléaire iranien. Travaillant à partir de photos satellites des sites connus, Gardiner a estimé qu'au moins quatre cents cibles devaient être détruites. Il ajouta :

« Je ne crois pas qu'un planificateur de l'armée américaine s'arrêterait là. L'Iran a probablement deux usines chimiques. Nous les attaquerons. Nous voudrions frapper les rampes de missiles balistiques de moyenne portée qui ont récemment été déplacées et rapprochées de l'Irak. Il y a quatorze bases aériennes qui abritent des avions... Nous voudrions nous débarrasser de cette menace. Nous voudrions frapper tout ce qui pourrait menacer le transport maritime dans le Golfe. Ce qui signifie frapper les sites de missiles et les sous-marins Iraniens à propulsion diesel... Certains sites seront peut-être trop difficiles à détruire avec des armes conventionnelles, même celles dotées d'un fort pouvoir de pénétration. Les Etats-Unis devront faire appel aux unités des Forces Spéciales. »

Un des plans initiaux des militaires, tel qu'il fut présenté à la Maison Blanche par le Pentagone il y a quelques mois, préconisait le recours à des armes tactiques nucléaires « briseurs de bunkers », telles le B61-11, contre les sites nucléaires souterrains. Une des cibles en Iran est l'usine de centrifugeuses, à Natanz, à environ 300 km au sud de Téhéran. Natanz, qui n'est plus sous la surveillance de l'AIEA, aurait une capacité de stockage souterraine pour cinquante mille centrifugeuses, et des laboratoires et ateliers à environ 20 mètres sous terre (75 pieds). Un tel nombre de centrifugeuses fournirait suffisamment d'uranium pour fabriquer environ 20 têtes nucléaires par an. (L'Iran a reconnu avoir initialement caché à l'AIEA l'existence d'un programme d'enrichissement d'uranium, mais affirme qu'aucune de ses activités ne viole le Traité de Non Prolifération.) La destruction de

Natanz constituerait un échec majeur pour les ambitions nucléaires de l'Iran, mais les armes conventionnelles américaines ne pourraient pas garantir la destruction d'un site situé sous une couche de 20 mètres de terre et de roche, surtout s'il a été renforcé avec du béton.

Il existe un précédent datant de l'époque de la Guerre Froide en matière de bunker souterrain. Au début des années 80, les services de renseignement US ont repéré que le gouvernement soviétique avait entamé la construction d'un gigantesque complexe souterrain à l'extérieur de Moscou. Les analystes conclurent que le site était destiné à « garantir la continuité du gouvernement » - la survie de la direction politique et militaire en cas de guerre nucléaire. (Il existe des sites similaires en Virginie et Pennsylvanie, pour la direction américaine.) Le site soviétique existe toujours, et la plupart des informations détenues par les Etats-Unis sur ce site sont classées top-secret. « Ce qui nous a mis la puce à l'oreille, ce sont les puits de ventilation, dont certains avaient été maquillés. » m'a raconté un ancien haut fonctionnaire des services de renseignement. A l'époque, on était arrivé à la conclusion que « seuls les armes nucléaires » pouvaient détruire le bunker. Il ajouta que les analystes des services de renseignement pensent que les Russes ont aidé les Iraniens à construire leur propre site souterrain. « Nous constatons des similitudes, » particulièrement dans les puits de ventilation, a-t-il dit.

Un ancien haut fonctionnaire du Département de la Défense m'a dit que, selon lui, un bombardement limité suffirait à « entrer là dedans et provoquer suffisamment de dégâts pour ralentir le programme nucléaire - c'est faisable. » L'ancien fonctionnaire a dit que « les Iraniens n'ont pas d'amis, et nous pouvons leur rappeler, si nécessaire, que nous reviendrons frapper leurs infrastructures. Les Etats-Unis devraient se comporter comme s'ils étaient prêts à agir. » ajouta-t-il. « Nous n'avons pas besoin de détruire toutes leurs défenses anti-aériennes. Nos bombardiers furtifs et missiles sont très efficaces, et nous pouvons détruire au fur et à mesure qu'ils réparent. On peut aussi faire des choses au sol, mais c'est compliqué et très dangereux - comme mettre des produits très désagréables dans leurs puits de ventilation pour les endormir. »

Mais ceux qui connaissent le bunker, selon l'ancien haut fonctionnaire du renseignement, disent « pas question, il faut d'abord savoir ce qu'il y a en dessous - savoir quels sont les puits destinés à alimenter les gens, les générateurs, et quels sont les faux puits. Et il y a beaucoup de choses que nous ne savons pas. » Le manque de fiabilité des renseignements laisse aux planificateurs militaires, étant donné que l'objectif est la destruction totale des sites, peu de choix en dehors des armes tactiques nucléaires. « Toute autre option, selon les partisans de l'option nucléaire, comporte trop d'incertitudes » a-t-il dit. « le mot clé chez les planificateurs est le mot « décisif ». C'est un choix difficile. Mais nous l'avons fait contre le Japon. »

Il a continué : « les planificateurs nucléaires sont soumis à un entraînement poussé et apprennent les détails techniques des dégâts qui sont provoqués - nous parlons ici de nuages en forme de champignon, de radiations, d'un nombre élevé de victimes, et de contaminations qui durent des années. Il ne s'agit pas d'un essai nucléaire souterrain, où on ne voit que le sol se soulever un peu. Ces politiciens n'ont strictement aucune idée de la chose, et chaque fois que quelqu'un essaie de leur en parler » - abandonner l'option nucléaire - « il se fait engueuler. »

L'attention accordée à l'option nucléaire a provoqué de sérieux conflits au sein de l'Etat Major, ajouta-t-il, et certains officiers parlent de démissionner. Il y a quelques mois, l'Etat Major a tenté de retirer l'option nucléaire des plans destinés à l'Iran - sans succès, a-t-il dit.

« la Maison Blanche a dit « pourquoi remettez-vous en cause cette option ? C'est vous qui l'avez proposée. »

Le conseiller en guerre contre le terrorisme auprès du Pentagone a confirmé que l'administration envisageait sérieusement cette option, à cause d'un regain d'intérêt pour les armes tactiques nucléaires parmi le personnel civil du Pentagone et les milieux politiques. Il le qualifia de « force maléfique qu'il faut stopper. » Il confirma aussi que certains officiers supérieurs et officiels envisageaient de démissionner. « Il y a un fort sentiment parmi les militaires qui s'opposent à brandir des menaces nucléaires contre d'autres pays » m'a dit le conseiller. « Ce sentiment est partagé à haut niveau ». Le sujet pourrait bientôt arriver à un point tournant, a-t-il dit, parce que l'Etat Major est tombé d'accord pour remettre au Président Bush un rapport officiel où le recours à l'option nucléaire contre l'Iran est fortement déconseillé. « Le débat interne sur ce sujet s'est endurci ces dernières semaines, » a dit le conseiller. « Et si des officiers supérieurs du Pentagone s'opposent au recours aux armes nucléaires, alors cela ne se produira pas. »

Le conseiller ajouta, cependant, que l'idée de recourir aux armes tactiques nucléaires dans de telles situations était en train de gagner des adeptes au sein de la Commission Scientifique de la Défense, un groupe de conseillers dont les membres sont nommés par le Secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld. « Ils racontent au Pentagone qu'ils sont capables de fabriquer une B61 plus puissante et moins contaminante, » a-t-il dit.

Le président de la Commission Scientifique de la Défense se nomme William Schneider, Jr., qui était sous-secrétaire d'état sous l'administration Reagan. En janvier 2001, lorsque le Président Bush s'apprêtait à entrer en fonction, Scheider siégeait au sein d'une commission ad hoc sur les forces nucléaires sponsorisée par le « National Institute for Public Policy », un groupe de réflexion conservateur. Le rapport de la commission recommandait que les armes tactiques nucléaires soient traitées comme une partie essentielle de l'arsenal US et soulignait que « dans des circonstances qui requièrent une destruction rapide et efficace de cibles prioritaires, (les armes nucléaires tactiques) sont indispensables et beaucoup plus adaptées que les armes conventionnelles. » Plusieurs signataires du rapport sont devenus des membres importants de l'administration Bush, dont Stephen Hadley, conseiller en sécurité nationale, Stephen Cambone, sous-secrétaire d'état à la Défense sur les questions de renseignement et Robert Joseph, sous-secrétaire d'état sur le contrôle des armes et la sécurité internationale.

Le conseiller du Pentagone a remis en cause le bien fondé des frappes aériennes. « Les iraniens ont très bien éparpillé leurs sites, et nous n'avons aucune idée où se trouvent certaines éléments essentiels. Il se pourrait même qu'ils les aient évacués vers un pays étranger, » a-t-il dit. Il a averti, comme beaucoup d'autres l'ont déjà fait, que le bombardement de l'Iran pourrait provoquer une « réaction en chaîne » d'attaques contre des sites et des citoyens américains à travers le monde. « Que vont penser 1,2 milliards de musulmans, le jour où nous attaquerons l'Iran ? »

Avec ou sans l'option nucléaire, la liste de cibles pourraient s'allonger. Un ancien haut fonctionnaire du gouvernement Bush, qui a récemment pris sa retraite, et expert en planification de guerre, m'a dit qu'il s'est vigoureusement opposé à une attaque aérienne contre l'Iran, parce que « l'Iran est une cible beaucoup plus coriace » que l'Irak. Mais, a-t-il ajouté, « si vous avez l'intention de bombarder le pays pour arrêter le programme nucléaire, autant que le mensonge soit le plus crédible possible. On pourrait frapper quelques camps d'entraînement et résoudre des tas d'autres problèmes. »

Le conseiller du Pentagone a dit que dans l'éventualité d'une attaque, l'Air Force avait l'intention de frapper plusieurs centaines de cibles en Iran mais que « 99 % d'entre elles n'avaient rien à voir avec le problème de prolifération. Il y a des gens qui croient que c'est comme ça qu'il faut faire » - que l'administration peut atteindre ses objectifs en Iran par une campagne de bombardement, une idée qui est défendue par les néo conservateurs.

Si l'ordre d'attaquer devait être donné, les troupes de combat américains qui manoeuvrent actuellement en Iran seraient en position de signaler les cibles par des rayons laser, pour guider avec précision les bombardements et minimiser le nombre de victimes civiles. Il y a quelques mois, un conseiller du gouvernement proche des civils du Pentagone, m'a dit que ces unités travaillaient avec les groupes minoritaires en Iran, dont les Azéris, au nord, les Baloutchis, au sud-est, et les Kurdes, au nord-est. Les troupes « étudient le terrain, distribuent de l'argent aux tribus, et recrutent des éclaireurs parmi les tribus locaux et les bergers. » m'a dit le consultant. Un des objectifs était « d'avoir des yeux sur place » - et citant une phrase d'Othello, il a dit « donnez moi une preuve visible ». Le consultant a dit que l'objectif plus large était « d'encourager les tensions ethniques » et de saper le régime.

La nouvelle mission confiée aux troupes de combat est le fruit de la volonté du Secrétaire à la Défense Rumsfeld d'étendre le rôle des militaires dans les opérations clandestines, volonté qui fût officiellement exprimée dans la Revue de Defense Trimestrielle du Pentagone du mois de février. De telles activités, si elles étaient menées par la CIA, nécessiteraient l'accord du Président et devraient faire l'objet d'un rapport auprès de certains membres clés du Congrès.

« « Protection des forces » est le nouveau terme à la mode, » m'a dit l'ancien haut fonctionnaire du renseignement. Il faisait allusion à la position du Pentagone qui stipule que les actions clandestines qui peuvent être classés dans la catégorie des opérations destinées à la préparation du champ de bataille, ou à protéger les troupes, peuvent être considérées comme des opérations militaires et non pas des opérations de renseignement. Elles ne sont donc pas soumises à un contrôle de la part du Congrès. « Ces types à l'Etat Major disent qu'il y a beaucoup d'incertitudes concernant l'Iran, » a-t-il dit. « Il nous faut plus de données que dans le cas de l'Irak. Maintenant nous avons reçu carte blanche. »

La profonde défiance du Président à l'égard d'Ahmadinejad a renforcé sa détermination à affronter l'Iran. Son opinion a été confortée par les accusations selon lesquelles Ahmadinejad, qui devint membre d'une brigade des Gardiens de la Révolution en 1986, serait impliqué dans des activités terroristes à la fin des années 80. (Il y a des trous dans la biographie officielle d'Ahmadinejad à cette période [comme Bush dans sa jeunesse ? question banale du traducteur]). Ahmadinejad aurait des liens avec Imad Mughniyeh, un terroriste qui a été impliqué dans les attentats meurtriers [[comme Bush avec Posada Carriles ?](#) question banale du traducteur] contre une ambassade US et une caserne de Marines à Beyrouth en 1986. Mughniyeh était à l'époque le chef de la sécurité du Hezbollah ; il est sur la liste des terroristes les plus recherchés par le FBI.

Robert Baer, ancien officier de la CIA au Moyen Orient, entre autres, pendant vingt ans, m'a dit qu'Ahmadinejad et ses compagnons des Gardiens de la Révolution membres du gouvernement « sont capables de fabriquer une bombe, de la cacher, et de la lancer sur Israël. Ce sont des Chiites de l'apocalypse [comme Bush ? question banale du traducteur.]. Si vous êtes à Tel Aviv et que vous croyez qu'ils ont la bombe et des missiles - vous êtes obligés d'aller les détruire. Ces types sont cinglés [comme Bush ? question banale du traducteur], et il n'y a aucune raison pour ne pas le faire. »

Sous Ahmadinejad, les Gardiens de la Révolution ont étendue leur emprise dans toute la bureaucratie iranienne ; à fin janvier, ils ont remplacé des milliers de fonctionnaires par leurs propres hommes. Un ancien diplomate de haut rang des Nations Unies, qui a une grande expérience de l'Iran, a décrit la manoeuvre comme un « coup d'état silencieux », [comme l'élection de Bush ? question banale du traducteur] qui aura de profondes implications sombres pour l'Occident. « Le personnel technique du Ministère des Affaires Etrangères a été viré, d'autres attendent pour prendre leur place, » a-t-il dit. « Il est peut-être trop tard. Ces types se croient maintenant plus forts que jamais depuis la Révolution ». Il a dit aussi qu'eu égard à l'apparition de la Chine comme superpuissance émergente, l'attitude de l'Iran est « au diable l'Occident. Tout est permis. » [comme Bush ? question banale du traducteur]

Le dirigeant religieux suprême de l'Iran, l'Ayatollah Khamenei, est considéré par de nombreux experts comme étant dans une position plus forte qu'Ahmadinejad. « Ahmadinejad est incontrôlable, » [comme Bush ! affirmation banale du traducteur] m'a dit un diplomate européen. Le pouvoir est diffus en Iran. Les Gardiens de la Révolution sont les principaux défenseurs du programme nucléaire, mais en fin de compte, je ne crois pas qu'ils la dirigent. Le Dirigeant Suprême a une voix prépondérante en ce qui concerne le programme nucléaire, et les Gardiens ne feront rien sans son aval. »

Le conseiller du Pentagone sur la guerre contre le terrorisme a dit qu' « il est hors de question de permettre à l'Iran d'avoir la bombe. Nous ne pouvons pas nous permettre de voir des armes nucléaires tomber entre les mains des terroristes. C'est trop dangereux. » Il a ajouté que « tout le débat interne tourne autour de la manière de s'y prendre » - pour arrêter le programme nucléaire Iranien. Il est possible, a-t-il dit, que l'Iran décide unilatéralement de renoncer à son programme - ce qui arrêterait l'action des Etats-Unis. « Dieu nous fera peut-être une fleur, mais je ne le crois pas. La fin mot de l'histoire est que l'Iran ne peut pas devenir une puissance nucléaire. Et le problème est que les Iraniens se rendent compte que seule la possession de la bombe les protégerait des Etats-Unis. Ca va être moche. »

Alors que pratiquement personne ne doute des ambitions nucléaires de l'Iran, il y a un débat intense sur le temps qu'il leur faudra pour l'obtenir, et sur ce qu'il convient de faire. Robert Gallucci, un ancien expert du gouvernement en non-prolifération, actuellement doyen de l'Ecole de Politique Internationale de Georgetown, m'a dit « d'après ce que nous savons, il faudra encore huit à dix ans à l'Iran » pour posséder une arme nucléaire utilisable. Gallucci a ajouté, « S'ils avaient un programme clandestin, et que nous pouvions le prouver, et que nous serions incapables de l'arrêter par la négociation, la diplomatie ou la menace de sanctions, alors je serais favorable à une attaque. Mais si nous le faisons » - bombarder l'Iran - « sans être capables de prouver l'existence d'un programme secret, alors nous serions dans de sales draps. »

Meir Dagan, chef du Mossad, le service de renseignement israélien, a déclaré au Knesset au mois de décembre dernier que « l'Iran aura de l'uranium enrichi dans un an ou deux. A partir de là, la fabrication d'une arme nucléaire n'est plus qu'un problème technique. » Lors d'une conversation, a haut gradé du service de renseignement israélien m'a décrit ce qu'il considérait comme la duplicité des iraniens. « Il y a deux programmes nucléaires menés en parallèle, » en Iran - un programme déclaré à l'AIEA et un autre programme, dirigé par l'armée et les Gardiens de la Révolution. Les officiels israéliens ont souvent avancé cet argument, mais Israël n'a fourni aucune preuve. Richard Armitage, Secrétaire adjoint à la Défense lors du premier mandat de Bush, m'a dit « Je crois que l'Iran a un programme

d'armes nucléaire secret – je le crois, mais je ne le sais pas. »

Au cours des derniers mois, le gouvernement Pakistanais a autorisé les Etats-Unis à interroger A.Q. Khan, connu comme le père de la bombe atomique pakistanaise. Khan, qui est actuellement en résidence surveillée à Islamabad, est accusé d'avoir monté un marché noir de matériaux nucléaires ; il a effectué au moins un voyage secret à Téhéran à la fin des années 80. Lors des interrogatoires les plus récents, Khan a fourni des informations techniques sur l'arme iranienne et une échéance pour sa fabrication. « la situation est celle d'un « danger certain », a dit l'ancien conseiller du renseignement. (le conseiller du Pentagone a confirmé que Khan avait été « bavard comme une pie »). Le point préoccupant, a dit l'ancien haut fonctionnaire, « est qu'avec Khan, il y a un problème de crédibilité. Il est influençable et il raconte au néo conservateurs ce qu'ils ont envie d'entendre » – ou ce qui pourrait être utile au président pakistanais, Pervez Musharraf, qui est soumis à la pression de Washington pour participer à la guerre contre le terrorisme.

« Je pense que Khan nous mène en bateau, » a dit l'ancien fonctionnaire du renseignement. « Je ne connais personne qui annonce « voilà l'arme du crime ». Mais ça commence à prendre forme. Il nous fournit des informations sur les échéances, et des informations arrivent par nos propres sources – des détecteurs et des équipes clandestines. La CIA, qui a été échaudée par les armes de destruction massive en Irak, se rend au Pentagone et au bureau du Vice-président pour leur dire « Voilà de nouvelles informations ». Ceux de l'administration disent « nous en avons assez. »

Le problème dans cette affaire est que l'administration traîne les casseroles des fausses informations diffusées sur les ADM en Irak. Dans un article récent sur le site de Foreign Policy, intitulé « Remettons ça », Joseph Cirincione, directeur de la non-prolifération à la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale, écrit « l'administration semble vouloir répéter la même campagne que pour sa guerre contre l'Irak. » Il note plusieurs parallèles :

Le vice-président des Etats-Unis prononce un important discours centré sur la menace d'un pays pétrolier au Moyen Orient. Le secrétaire d'Etat déclare au Congrès que ce même pays constitue notre plus sérieux défi dans le monde. Le secrétaire à la Défense qualifie ce pays de principal soutien au terrorisme international.

Cirincione qualifie certaines affirmations de l'administration sur l'Iran de « douteuses » ou qu'elle manque de preuves. Lorsque je lui ai parlé, il s'est demandé, « Qu'allons nous faire maintenant ? Quelle est la menace ? La question est : quelle est l'urgence ? » La réponse, a-t-il dit, « se trouve dans les services de renseignement et l'AIEA » (au mois d'août, le Washington Post publia un article qui affirmait que l'estimation la plus récente et complète du National Intelligence Estimate était que l'Iran ne deviendra pas une puissance nucléaire avant dix ans.)

L'année dernière, l'administration Bush communiqua à des officiels de l'AIEA des informations sur le programme iranien. Des informations qui, selon eux, étaient nouvelles et alarmantes, et qui avaient été découvertes dans l'ordinateur portable d'un iranien. Parmi ces informations se trouvaient un millier de pages de schémas d'un système d'armement. Le Washington Post écrivit qu'il y avait aussi des schémas d'un petit site qui pouvait être utilisé dans le processus d'enrichissement. Les fuites concernant l'ordinateur portable devinrent le sujet principal d'articles publiés dans Times et ailleurs. Ces articles avaient généralement pris la précaution de préciser que tous ces éléments pouvaient avoir été fabriqués de toutes pièces, mais ils ont aussi cité des officiels américains de haut rang qui

déclarèrent que les documents paraissaient authentiques. Le titre de l'article du Times annonçait « les Etats-Unis comptent sur un ordinateur pour prouver l'existence d'un programme d'armes nucléaires iranien. »

Cependant, lors d'entretiens avec des officiels du renseignement américain et européen, il m'a été dit que l'ordinateur portable était plus douteux et moins révélateur que ce qui avait été dit. L'iranien à qui appartenait l'ordinateur avait initialement été recruté par des agents des services de renseignement allemands et américains qui travaillaient en collaboration. Les américains ont fini par se désintéresser du personnage. Les allemands ont persisté, mais l'iranien fut arrêté par le contre-espionnage iranien. On ne sait pas où il se trouve aujourd'hui. Certains membres de la famille réussirent à quitter l'Iran avec son portable et l'ont remis à une ambassade US, apparemment quelque part en Europe. Un cas classique « de cadeau tombé du ciel ».

Un officiel d'un service de renseignement européen a dit « nous avons eu quelques hésitations » sur la signification réelle de ces informations, « et nous ne sommes toujours pas convaincus ». Les dessins n'étaient pas très détaillés, contrairement aux allégations de la presse, « mais ressemblaient plutôt à des croquis, » a-t-il dit. « c'était loin d'être concluant ». La menace d'une action militaire américaine a provoqué la consternation au siège de l'AIEA à Vienne. Les officiels de l'agence sont convaincus que l'Iran veut obtenir les capacités de fabriquer une arme nucléaire mais « personne n'a produit la moindre preuve de l'existence d'un programme parallèle de développement d'armes nucléaires en Iran, » m'a déclaré un diplomate de haut rang. Selon les estimations les plus poussées de l'AIEA, l'Iran ne pourra fabriquer la bombe avant cinq ans. « Mais, si les Etats-Unis entreprennent une action militaire, la fabrication de la bombe se convertira en une question de fierté nationale pour l'Iran, » a dit le diplomate. « l'enjeu dans cette affaire est la perception que les américains ont des intentions iraniennes, et ils ne font pas confiance au régime. L'Iran est une menace pour la politique américaine. »

A Vienne, on m'a raconté une réunion tendue au début de l'année entre Mohamed El Baradei, le directeur général de l'AIEA, qui remporta le Prix Nobel de la Paix l'année dernière, et Robert Joseph, le sous-secrétaire d'état au contrôle des armes (US). Le message délivré par Joseph était direct, se souvient un diplomate : « Nous ne tolérerons pas une seule centrifugeuse en Iran. L'Iran représente une menace directe pour la sécurité nationale des Etats-Unis et ses alliés [à part Israël, les îles Marshal et Palau, il en reste ? question banale du traducteur], et nous ne pouvons pas l'accepter. Nous voulons un engagement de votre part que vous ne direz rien publiquement qui puisse nous nuire. »

L'agressivité affichée par Joseph était inutile, a dit le diplomate, parce que l'AIEA avait déjà adopté une position dure à l'égard de l'Iran. « tous les inspecteurs sont en colère pour avoir été menés en bateau par les Iraniens, et certains pensent que les dirigeants iraniens sont des cinglés - certifiés cent pour cent cinglés [comme Bush ? question banale du traducteur], » a dit le diplomate. Il a ajouté que la préoccupation principale d'El Baradei était que les dirigeants iraniens « désirent arriver à l'affrontement, tout comme les néocons en face » - à Washington. « en fin de compte, la seule chose qui marcherait serait que les Etats-Unis acceptent de dialoguer avec l'Iran. »

La question centrale - est-ce que l'Iran sera capable de poursuivre son programme d'enrichissement - est désormais devant les Nations Unies, où les Russes et les Chinois sont réticents à l'idée d'imposer des sanctions contre l'Iran. Un ancien fonctionnaire désabusé de l'AIEA m'a dit, à la fin du mois de mars, qu'à ce stade, « il n'y a rien que les iraniens

puissent faire pour dénouer cette crise. La diplomatie américaine ne le permet pas. Même si (les iraniens) annonçaient l'arrêt de l'enrichissement, personne ne les croirait. C'est une voie sans issue. »

Un autre diplomate à Vienne s'est demandé « pourquoi est-ce que l'Occident prendrait le risque d'une guerre contre une telle cible sans donner à l'AIEA la possibilité de vérifier ? Nous n'avons pas grand-chose à perdre, et nous pouvons imaginer un programme qui obligerait les iraniens à abattre toutes leurs cartes. » Un ambassadeur occidental à Vienne a exprimé le même point de vue concernant la mise à l'écart de l'AIEA par la Maison Blanche. Il a dit « si on ne croit pas en la capacité de l'AIEA de mener un programme d'inspection – si on ne leur fait pas confiance – il ne reste plus qu'une solution : bombarder. »

L'administration Bush et ses alliés européens n'éprouvent pas beaucoup de sympathie pour l'AIEA. « Nous sommes plutôt frustrés par le directeur général, » m'a dit un diplomate européen. « Son attitude a surtout consisté à présenter cette affaire comme une dispute entre deux camps équivalents. Ce n'est pas cas. C'est nous les gentils ! El Baradei défend l'idée que l'Iran pourrait être autorisé à avoir un petit programme d'enrichissement d'uranium, ce qui est ridicule. Son boulot n'est pas de défendre des idées qui représentent un risque grave de prolifération ».

Les européens sont cependant perturbés par le fait qu'ils sentent de plus en plus que le Président Bush et le Vice-président Cheney pensent qu'une campagne de bombardement est indispensable, et que leur véritable objectif est un changement de régime. « tout le monde est sur la même longueur d'onde en ce qui concerne la bombe iranienne, mais les Etats-Unis veulent un changement de régime, » m'a dit un conseiller diplomatique européen. Il a ajouté, « les Européens ont un rôle à jouer tant qu'ils n'ont pas à choisir entre les Russes et les Chinois ou les Américains et ne sont pas poussés dans une direction qu'ils refusent. Leur politique est de maintenir les Américains dans un cadre acceptable pour les Européens. Une position qui risque de se révéler intenable. »

« les Britanniques pensent que c'est une très mauvaise idée, » m'a dit Flynt Leverett, un ancien membre du Conseil National de Sécurité et qui est actuellement membre du Saban Center de l'Institut de Brooking, « mais ils sont réellement préoccupés par l'idée que nous allons le faire. » Le conseiller diplomatique européen a reconnu que le Ministère Britannique des Affaires Etrangères était au courant des plans de guerre américains mais que « à moins de trouver l'arme du crime, il sera très difficile d'entraîner les Européens dans un conflit avec l'Iran. » Il a dit que les Britanniques « étaient très préoccupés par l'idée que les Américains pourraient en avoir assez des Iraniens et refuseraient tout compromis. »

Le diplomate européen a dit qu'il était douteux que l'Iran, connaissant son passé, ait réellement dit toute la vérité, mais « à notre connaissance, l'Iran n'est pas encore capable de faire fonctionner les centrifugeuses » au point d'enrichir une quantité significative d'uranium. Une des raisons qui milite en faveur d'une voie diplomatique, a-t-il dit, est principalement le pragmatisme des Iraniens. « Le régime agit en fonction de ses intérêts, » a-t-il dit. Les dirigeants iraniens « adoptent une ligne dure sur la question nucléaire et veulent relever le défi américain, » et ils croient que « plus ils seront inflexibles et plus l'Occident risquera de céder. ». Mais, a-t-il dit, « Selon notre expérience de l'Iran, ils donneront l'impression d'être super confiants jusqu'au moment où ils reculeront. »

Le diplomate a poursuivi, « il ne faut jamais récompenser un mauvais comportement, et ce n'est pas le moment de faire des concessions. Il nous faut trouver le moyen de ramener le

régime à la raison. Ca va être serré, mais je crois que si nous présentons un front uni dans notre opposition et que le prix à payer » – les sanctions – « sera suffisamment élevé, ils finiront peut-être par reculer. Il est encore trop tôt pour abandonner la voie de l'ONU. » Il a ajouté, « si la diplomatie ne donne rien, il n'y aura pas de « solution » militaire. Il y aura peut-être une option militaire, mais les conséquences pourraient être catastrophiques. »

Tony Blair, le Premier Ministre britannique, était l'allié le plus fidèle de George Bush pendant les préparatifs de l'invasion de l'Irak en 2003. Mais lui et son parti ont été secoués par une série de scandales financiers, et sa côte de popularité est au plus bas. Jack Straw, le ministre des affaires étrangères, a déclaré l'année dernière qu'une action militaire contre l'Iran était « inconcevable ». Blair avait été moins catégorique, en déclarant publiquement qu'il ne fallait écarter aucune option.

D'autres officiels européens ont exprimé le même scepticisme sur l'efficacité d'un bombardement par les américains. « L'économie iranienne est en mauvaise santé, et Ahmadinejad est, politiquement, en mauvaise posture, » m'a dit l'officiel du renseignement européen. « Il sortira renforcé par une attaque américaine. On peut le faire, mais le résultat sera encore pire. » Une attaque américaine, a-t-il dit, aliénerait les iraniens ordinaires, y compris ceux qui seraient favorables aux Etats-Unis. « L'Iran n'est plus à l'âge de pierre, et les jeunes ont accès aux films et livres US, et ils les adorent, » a-t-il dit. « S'il y avait une offensive de charme contre l'Iran, les mollahs se retrouveraient à terme en difficulté. »

Un autre officiel européen m'a dit qu'il était conscient que beaucoup de gens à Washington voulaient voir de l'action. « C'est toujours les mêmes, » a-t-il dit, avec un haussement d'épaules résigné. « Il y a une croyance selon laquelle la voie diplomatique est condamnée à l'échec. Le temps est compté. »

Un [allié essentiel et une voix importante](#) dans ce débat est Israël, dont les dirigeants lancent depuis des années des avertissements contre toute tentative de l'Iran de lancer un programme d'enrichissement, ce qui constituerait un point de non retour. Plusieurs officiels m'ont dit que la Maison Blanche voulait éviter une attaque israélienne contre un pays musulman, ce qui pourrait provoquer des réactions à travers toute la région, et que ceci expliquait en partie la décision d'entamer l'étude des plans d'intervention en cours. Lors d'un discours prononcé à Cleveland, le 20 mars, le Président Bush décrivit l'hostilité d'Ahmadinejad envers Israël comme une « menace sérieuse. C'est une menace contre la paix mondiale. » [comme Bush ? question banale du traducteur] Il ajouta, « J'ai déjà été très clair, je serai très clair à nouveau, nous emploierons la force militaire pour protéger notre allié Israël. » Toute attaque américaine, m'a dit Richard Armitage, devrait prendre en compte les questions suivantes : « que se passera-t-il dans les autres pays islamiques ? quelles sont les capacités de l'Iran de nous frapper globalement – c'est-à-dire par le terrorisme ? Est-ce que la Syrie et le Liban renforceront leurs pressions sur Israël ? Quel impact aura l'attaque sur notre image dans le monde, déjà mal en point ? Et que signifiera-t-elle pour la Russie, la Chine et le Conseil de Sécurité de l'ONU ? »

L'Iran, qui produit actuellement près de quatre millions de barils de pétrole par jour, n'aurait pas besoin de couper sa production pour déstabiliser les marchés pétroliers mondiaux. Il pourrait bloquer de détroit d'Ormuz, un passage large d'environ 50 km par où transite le pétrole du Moyen Orient en direction de l'Océan Indien. Néanmoins, un fonctionnaire du ministère de la Défense, à la retraite depuis peu, a minimisé les conséquences stratégiques de telles actions. Il m'a dit que la marine US serait capable d'assurer le passage par des actions d'assistance et de dragage de mines. « il serait impossible de bloquer le passage, »

a-t-il dit. Le conseiller du gouvernement proche du Pentagone a lui aussi dit qu'il pensait que le problème du pétrole pouvait être géré, en soulignant que les Etats-Unis avaient suffisamment de réserves stratégiques pour faire fonctionner leur pays pendant soixante jours. Cependant, ceux à qui j'ai parlé dans les milieux d'affaires pétroliers étaient moins optimistes ; un expert a estimé que le prix du baril grimperait instantanément, quelque part entre 90 et 100 dollars le baril, et même plus, selon la durée et l'étendue du conflit. [précision du traducteur : et en cas de guerre nucléaire (soyons optimistes que diable) le prix du pétrole sera tel que nous conseillons dès à présent à nos lecteurs d'acheter un gros paquet d'actions de compagnies pétrolières et de les revendre dès que les nuages radioactives se seront dissipés.]

Michel Samaha, un politicien chrétien vétéran au Liban et ancien ministre à Beyrouth, m'a dit que la riposte iranienne pourrait se concentrer sur les champs pétroliers exposés en Arabie Saoudite, Qatar, Koweït, et les Emirats Arabes Unis. « ils seraient exposés, » a-t-il dit, « et ça pourrait être le début d'une véritable djihad de l'Iran contre l'Occident. Ca sera pas beau. »

L'Iran pourrait aussi déclencher une vague d'attaques terroristes en Irak ou ailleurs, avec le soutien du Hezbollah. Le 2 avril, le Washington Post révéla que les plans dressés pour contrer une telle éventualité « consomment beaucoup de temps » dans les services de renseignement US. [bah, pendant qu'ils font ça, ils font pas ch... le reste du monde. Commentaire du traducteur]. « Le meilleur réseau terroriste au monde est resté neutre dans la guerre contre le terrorisme ces dernières années, » a déclaré un conseiller du Pentagone en parlant du Hezbollah. « Ca va les réveiller et nous aurons à nous affronter à l'organisation qui a chassé Israël du Sud Liban. Si nous lançons une action contre l'Iran, le Hezbollah ne restera pas sur les bancs de touche. Si les israéliens ne les neutralisent pas, ils se mobiliseront contre nous. » (lorsque j'ai interrogé le conseiller du gouvernement sur une telle possibilité, il a dit que si le Hezbollah tirait des roquettes sur le nord d'Israël, « Israël et le nouveau gouvernement libanais les élimineront. »)

Le conseiller a ajouté, « si nous y allons, la moitié sud de l'Irak s'embrasera comme une chandelle. » Les américains, les britanniques et les autres forces de la coalition en Irak courraient le risque d'être attaqués par les troupes iraniennes et les milices chiites qui obéissent à l'Iran. (L'Iran, à majorité chiite, a des liens étroits avec les partis chiites en Irak.) Un général quatre étoiles à la retraite m'a dit que, malgré les 8000 soldats britanniques stationnés dans la région, « les Iraniens pourraient prendre Bassora avec dix mollahs et un camion équipé de haut-parleurs. »

« En cas d'attaque, » m'a dit un diplomate de haut rang à Vienne, « Ahmadinejad sera le nouveau Saddam Hussein du monde arabe, mais plus crédible et plus puissant. Il faut mettre son mouchoir dans sa poche et s'asseoir à la table des négociations avec les Iraniens. »

Le diplomate a poursuivi, « il y a des gens à Washington qui seraient mécontents de nous voir trouver une solution. Ils sont toujours à la recherche d'une confrontation et d'un changement de régime. Ils prennent leurs désirs pour des réalités. » Il a ajouté, « C'est maintenant ou jamais. »

Seymour Hersh est un grand journaliste et un des rares journalistes de la grande presse US à ne pouvoir être soupçonné d'être une courroie de transmission utile pour son administration. Il est devenu également une source centrale d'information sur certains

sujets, notamment sur la crise iranienne et les intentions de l'administration GW à l'encontre de l'Iran.([de defensa](#))

La source originale de cet article est The Newyorker, Cuba Solidarity Project (traduction en français)

Copyright © [Seymour M. Hersh](#), The Newyorker, Cuba Solidarity Project (traduction en français), 2006

Articles Par : [Seymour M. Hersh](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca